



Entre l'Égypte et l'Algérie, les relations tendent désormais vers l'excellence, la volonté politique commune déclarée par les deux Chefs d'Etat pour consolider ces relations et les traduire davantage à travers un partenariat exemplaire appelé à se diversifier en est

la résultante palpable. En fait, la visite officielle du Président de la République en terre d'Égypte à l'invitation de son homologue égyptien, M. Mohamed Hosni Mubarak, est venue opportunément pour booster justement ces relations à la lumière des résultats

## Algérie-Egypte

# “Des relations privilégiées”

des travaux de la Haute commission mixte algéro-égyptienne abritée par Alger les 2 et 3 mars dernier, des résultats jugés satisfaisants par les deux Chefs d'Etat qui ont en commun appelé au renforcement et à l'intensification de la coopération entre les deux pays dans les différents domaines d'activité économique. Exemplaire, cette coopération entre deux pays du Sud et de surcroît partageant la langue, la religion et le même destin tant les deux peuples frères partagent des aspirations identiques, cette coopération-là est à plus d'un titre. Avec plus de 4 milliards de dollars investis en Algérie, l'Égypte se place en première position dans le Monde arabe dans le cadre des investissements hors hydrocarbures. Sans jeu de mots, «Djezzy» a ouvert le champ à d'autres investisseurs égyptiens tant le climat des affaires en Algérie est propice offrant toutes les commodités et toutes les garanties financières et juridiques pour justement battre en brèche toute velléité de «frilosité du capital», somme toute normale. L'exemple de la société «Elsewedy-cables» reste à méditer dans ce contexte, l'entreprise en question a investi pour un montant de 50 millions de

dollars dans la réalisation d'une câblerie à Aïn-Defla, une wilaya de l'Algérie profonde, destination crainte de par le passé mais qui symbolise aujourd'hui ce renouveau de l'Algérie qui se construit à l'ombre de la paix et de la réconciliation nationale. Ce montant de 4 milliards de dollars est appelé de ce fait à doubler à la lumière des résultats de la réunion début mars dernier de la Haute commission mixte algéro-égyptienne présidée conjointement par le chef du gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem, et son homologue, le président du Conseil des ministres, M. Ahmed Nadhif. Près d'une trentaine de projets d'investissement y ont été retenus dans les domaines des télécommunications, de l'habitat, de l'industrie augurant de la création de pas moins de 5.000 postes de travail. C'est ce «mel-mouss», cette concrétisation sur le terrain de projets de développement profitables aux deux pays, aux deux peuples qu'ont eu à apprécier les Présidents Bouteflika et Mubarak lors des deux tête-à-tête qui les ont réunis au Caire lors de cette visite. Une visite qui est intervenue juste après la tenue du sommet arabe de Damas, un vingtième som-

met marqué par les dissensions entre les pays arabes et qui ont éclaté au grand jour avec l'absence de certains Chefs d'Etat et Souverains arabes. Les résultats de ce sommet auquel a participé le Président Abdelaziz Bouteflika auront été bien sûr débattus par les deux Chefs d'Etat qui ont d'ailleurs souligné leur attachement à la concertation et la coordination autour des différents dossiers arabes et internationaux. L'Algérie et l'Égypte à travers cette symbiose, cette démarche commune, cette relation exemplaire ont montré la voie non seulement aux autres pays arabes mais également aux pays du Bassin méditerranéen, tant le devenir du Monde arabe requiert une unité des rangs face aux cruciales questions qui l'interpellent et aux défis que dressent la mondialisation sur son chemin à l'heure où «l'union faisant la force» les pays se regroupant à l'instar de l'Union européenne et à l'heure où un projet d'union méditerranéenne est en débat et pour lequel tant l'Égypte que l'Algérie comptent contribuer pour y imposer leur point de vue et leur présence pour construire communément cet espace commun vital.

A. M. A.

## La visite à la «une» de la presse égyptienne

La visite officielle qu'affectuée le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en Égypte à l'invitation de son homologue égyptien Mohamed Hosni Mubarak a été à la une de la presse égyptienne paraissant lundi dernier au Caire.

Sous le titre "Mubarak et Bouteflika examinent les résultats du sommet de Damas et les moyens de renforcer la solidarité arabe", le journal "El Ahram" a évoqué les entretiens en tête à tête entre les deux Chefs d'Etat dimanche à la résidence du président Bouteflika, soulignant que la rencontre a porté sur les résultats du 20e sommet arabe de Damas, les moyens de renforcer l'action arabe commune, les questions de la paix, la crise présidentielle au Liban, la relance de l'initiative arabe de paix parrainée par la Ligue arabe, la situation au Darfour (Soudan) et la coordination permanente entre les deux dirigeants concernant ces questions.

Les deux Chefs d'Etat ont égale-

ment abordé les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines commercial et économique, d'intensifier les échanges commerciaux et les investissements et d'encourager le secteur privé dans les deux pays, note encore le journal.

"El Ahram" estime que la visite du président algérien Abdelaziz Bouteflika se veut une nouvelle impulsion de nature à renforcer les relations entre les deux pays frères et "une étape clé" de la coordination pour contribuer au règlement des conflits africains et arabes, notamment le conflit du Darfour qui menace de transformer le centre de l'Afrique en une "région de troubles et de souffrances permanentes de la famine, de l'errance mais aussi des ingérences extérieures".

Pour le quotidien cairote les relations égypto-algériennes ont toujours été un "exemple" de coopération interarabe et arabo-africaine, notamment en matière de décolonisation et de soutien aux mouvements africains de libération sur les

plans politique, matériel et moral. "El Ahram" a par ailleurs rappelé le soutien apporté par l'Égypte à l'Algérie lors de la glorieuse Révolution algérienne qui a mis fin à l'une des formes les plus abjectes de colonisation que l'humanité n'ait jamais connue.

Le quotidien a également rappelé la position historique de l'Algérie lors de la Nakba et l'occupation du Sinaï par Israël. "L'Algérie n'a pas hésité à prendre fait et cause pour l'Égypte et n'a ménagé aucun moyen pour l'aider à recouvrer son territoire", a observé "El Ahram".

"La visite du défunt président Houari Boumediène à Moscou pour conclure une transaction d'armes au profit de l'Égypte qui en avait exprimé un besoin pressant et en vue d'éviter tout renoncement de la part des dirigeants russes dans l'exécution de cette transaction figure parmi les positions historiques de l'Algérie en faveur de l'Égypte", rappelle enfin le même journal.

Le quotidien "Al Joumhouria"

est, pour sa part, revenu sur la rencontre au sommet égypto-algérienne. Dans un article intitulé "Les questions arabes et les résultats du sommet de Damas au centre des entretiens entre Mubarak et Bouteflika", le quotidien égyptien a évoqué la rencontre entre les deux Chefs d'Etat tenue dimanche à la résidence du président Bouteflika qui a permis de revisiter "l'histoire des relations privilégiées entre l'Égypte et l'Algérie et les moyens de les consolider dans les différents domaines dans l'intérêt des deux peuples frères". Les deux présidents ont exprimé leur souci de donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale, notamment au plan économique.

"Sommet égypto-algérien au Caire : Mubarak et Bouteflika examinent les derniers développements dans la région et le renforcement de la solidarité arabe" est le titre d'un article du journal "Al Akhbar" qui a indiqué que la rencontre Mubarak-Bouteflika dimanche a été l'occasion pour pas-

ser en revue les relations de coopération égypto-algérienne à la lumière des dernières réunions de la haute commission mixte tenues début mars à Alger, sous la présidence des deux chefs du gouvernement M. Abdelaziz Belkhadem et du président du conseil des ministres égyptien, M. Ahmed Nadhif.

La visite du président Bouteflika en Égypte a également été le thème central du quotidien francophone "Le progrès égyptien" qui a précisé dans un article intitulé "Mubarak et Bouteflika examinent les résultats du sommet de Damas" que les deux dirigeants ont débattu durant leur rencontre en tête à tête de "la situation dans le monde arabe et des résultats du sommet de Damas notamment concernant la question libanaise, les moyens de resserrer les rangs arabes et les positions unifiées à adopter face aux défis auxquels la nation arabe se trouve confrontée".

## Le monde en bref

### Elargissement de l'OTAN Moscou met en garde les pays de l'ex-URSS

#### ● Le président Bush soutient les candidatures de Kiev et Tbilissi.

Moscou a mis en garde hier les pays de l'ex-Union soviétique contre l'adhésion à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et menacé de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent.

La Russie qui "n'accepte pas que l'Otan se rapproche de ses frontières et fera tout pour prévenir cela" prendra les "mesures qui s'imposent et qui pourraient se répercuter sur les pays désireux d'intégrer l'Otan (à) tout particulièrement (ceux) de l'ex-Union soviétique", a déclaré le président de la Douma (chambre basse du Parlement russe) Boris Gryzlov lors de débats sur les perspectives des relations russo-ukrainiennes à la lumière des projets de Kiev de rejoindre l'Alliance atlantique. Les députés qui discutaient de l'avenir du Traité d'amitié, de coopération et de partenariat entre la Russie et l'Ukraine, en vigueur depuis neuf ans et arrive à expiration le 1er avril 2009, ont adopté une motion de recom-

mandations dans laquelle ils soulignent que la Douma pourrait proposer au gouvernement de se retirer de ce traité si Kiev s'obstinaient à mener à son terme son projet d'adhésion à l'OTAN. Ils ont cependant suggéré que Moscou pourrait proroger le Traité à condition que Kiev accepte à son tour de proroger la présence en Ukraine de la flotte russe de la Mer noire pour une nouvelle période de 20 ans aux conditions actuellement en vigueur.

### Irak Hausse de 50% du nombre de victimes de violences en mars

Le mois de mars a connu une augmentation de 50% du nombre de victimes des violences en Irak par rapport à février avec le bilan lourd d'au moins 1.082 Irakiens tués, selon des chiffres officiels irakiens émanant des ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Santé, rapportés par des agences de presse. 925 civils ont été tués en mars dans les violences, de même que 54 militaires et 103 policiers, soit un total de 1.082 morts. Le nombre des blessés a été de 1.630, selon les mêmes sources. Ce bilan prend en compte celui des combats entre miliciens chiites et troupes régulières de la fin mars, qui ont fait au moins 461 tués et plus d'un millier de

blessés. Au moins 721 Irakiens avaient été tués en février, un chiffre en hausse de 33% par rapport à janvier qui renversait une tendance à la baisse du nombre des victimes au cours des six derniers mois.

### Conseil de sécurité de l'Onu La candidature du Mexique appuyée par 80 pays

La candidature du Mexique pour un siège non permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU pour la période 2009-2010, bénéficiant de l'appui de plus de 80 Etats du monde entier, indique un communiqué du ministère mexicain des Affaires Etrangères. Le Mexique, unique candidat de la région pour occuper un siège non permanent au Conseil de sécurité, a notamment bénéficié d'un "appui unanime" du groupe des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes (GRULAC), composé de 19 pays, précise le communiqué. Cela représente "une reconnaissance régionale à la capacité" du Mexique à "contribuer à l'établissement de la paix et de la sécurité internationales", souligne le texte. L'élection des membres non permanents du Conseil de sécurité aura lieu en octobre prochain, lors de la 63ème session de l'Assemblée générale de l'Onu.

Sommet de l'OTAN à Bucarest aujourd'hui

# Lutte antiterroriste et partenariats stratégiques au menu

De notre envoyé spécial à Bucarest Tahar Mohamed Al Anouar

**Les réunions au sommet de l'OTAN ont pour objectif d'adapter les politiques de l'Alliance en fonction de l'évolution des besoins et des situations. Afghanistan, lutte antiterroriste, partenariats stratégiques, transformation des structures de l'Organisation sont au centre d'enjeux cruciaux pour les stratèges de l'Alliance qui se retrouvent à Bucarest à partir d'aujourd'hui pour relever les défis pour la sécurité auxquels sont confrontés les pays membres et pays partenaires.**

L'Afghanistan est au cœur même de l'ordre du jour du Sommet de Bucarest. L'évolution de la situation divise dans son appréciation observateurs politiques, les médias et les membres de la coalition présents en Afghanistan. La lutte antiterroriste a fini elle aussi par tenir une place importante dans l'agenda des Sommets et réunions ministérielles au sein de l'Alliance. Le partenariat, les relations avec la Russie, le dialogue OTAN-pays méditerranéens et pays du Golfe élargi aujourd'hui au rang de partenariat sont autant de questions qui font l'objet d'un examen toujours minutieux.

Ce sont autant de défis aussi pour les stratèges de l'Alliance qui affirment que l'organisation a une responsabilité historique dans le maintien de la stratégie globale. Pour pouvoir faire face à la multiplicité de ces défis il était évident font remarquer les dirigeants de l'OTAN que celle-ci avait besoin de capacités qui diffèrent d'importance de celles dont elle disposait dans le passé. Il y a nécessité d'avoir des forces qui peuvent être déployées plus rapidement ayant aussi une plus grande capacité de projection et pouvant demeurer plus longtemps sur le terrain.

C'est l'effort auquel a été astreint l'Alliance depuis la fin de la Guerre froide, mais plus encore depuis que le terrorisme ait apparu aux pays membres comme la plus grave menace pour ce XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce concept du changement a été accompagné par le ralliement des pays membres à la volonté de transformation qui apparue dès lors nécessaire au sein de l'organisation affecta les structures militaires des pays membres offrant ainsi à l'Alliance des forces modernes pouvant être déployées et soutenues en cas de nécessité permettant ainsi à l'OTAN de jouer un rôle fondamental dans la dissuasion. Projeter des forces adéquates au moment opportun, tel a été le sens donné à l'évolution en cours qui permet face aux nouvelles menaces de s'assigner de nouvelles missions et dans un périmètre qui n'est plus compris seulement dans la zone euro atlantique. Tel a été aussi le sens donné aux partenariats engagés qui touchent maintenant de larges étendues géographiques. Asie centrale, Moyen-Orient, Pays du Golfe...

L'élargissement de ces missions fait toujours l'objet de vifs débats au sein de l'Alliance, prête parfois à de grandes controverses.

L'Afghanistan est un peu la traduction de ces tiraillements. Le principe il faut le rappeler en est cependant acquis, le dossier afghan constitue bien l'une des premières priorités de l'OTAN comme il est constamment rappelé au sein de l'Alliance, par ses stratèges pour qui il faut impérativement gagner la paix dans ce pays. Mais le déploiement des forces pose problème. L'Isaf, qui est la force internationale d'assistance à la sécurité sous la bannière de laquelle sont regroupées les troupes stationnées en Afghanistan compte environ 43.000 hommes.

Les Etats-Unis et le Canada déplorent que certains pays dont la France et l'Allemagne y contribuent insuffisamment ou refusent d'exposer leurs troupes sur les théâtres d'opérations les plus dangereux.

Pour les stratèges de l'OTAN les Etats-Unis et les autres membres de la coalition doivent disposer de forces suffisantes pour faire face disent-ils à la menace que représente la poursuite des activités des groupes radicaux et extrémistes.

Dans le Sud du pays et l'Est, américains, néerlandais et canadiens se heurtent quasi-quotidiennement aux groupes de Talibans. Le Canada qui a déployé 2.500 hommes dans le Sud avait réclamé il y a

quelques semaines qu'un millier d'hommes sont envoyés en renfort par d'autres pays pour l'aider dans sa mission sous peine de se retirer. La lassitude de la population face aux troupes étrangères, les bavures des troupes de la coalition, la lenteur des progrès dans le développement la lutte contre la corruption, tous ces problèmes pèsent sur l'évolution de la situation en Afghanistan font remarquer de nombreux observateurs politiques.

L'armée afghane compte 70.000 hommes effectif jugé insuffisant et celui de la police semble encore mal formé.

Répliquant à cette analyse de la situation, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates a mis en garde les Européens récemment en faisant remarquer que les risques d'attentats terroristes sont directement liés aux succès de l'OTAN en Afghanistan.

Le représentant américain qui s'exprimait en février dernier à la Conférence sur la sécurité à Munich (Allemagne) a lancé de nouveau un appel pour le renforcement des troupes de la coalition. Robert Gates a évoqué la crainte d'une OTAN à deux vitesses dans laquelle les uns sont prêts à combattre et les autres non. Il semble que Paris comme Berlin aient accédé à la demande du secrétaire américain à la Défense en décidant d'un envoi de troupes supplémentaires.

Ces projets devraient être explicités lors du Sommet qui s'ouvre et confirmés. L'Alliance selon ses stratèges reste déterminée à étendre la sécurité et la stabilité.

En visite récemment en Afghanistan, le vice président américain, Dick Cheney a rappelé que la présence américaine en Afghanistan est ferme et inébranlable. Selon lui, la police et l'armée afghane prendraient de plus en plus en charge la sécurité du pays.

Réunis à Vilnius (Lituanie) en février dernier, les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN ont rencontré les représentants des pays non membres de l'Alliance qui ont déployé des troupes en Afghanistan, ainsi qu'avec les représentants d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale.

## OTAN-Russie : des actions communes mais....

Cette rencontre selon les responsables de l'OTAN n'avait pas pour but de générer des forces pour l'Afghanistan. A côté de ce volumineux dossier afghan qui prête à beaucoup de controverses, au Sommet de Bucarest, la lutte antiterroriste occupera longtemps les débats. Bucarest devrait ainsi confirmer la tendance remarquée dans les précédents sommets et réunions ministérielles.

Le terrorisme est placé depuis le 11 septembre 2001 en tête de l'ordre du jour des sessions de l'Alliance selon les stratèges de celle-ci, en tant que menace pour la sécurité dans le monde ajoutent-ils. L'OTAN s'est engagée depuis cette date à développer des capacités pour faire face à cette menace et y associer les pays partenaires autour d'un plan d'action dit pour le partenariat contre le terrorisme. Lors de la conférence sur la sécurité à Munich en février dernier, la Russie présente à la séance avait proposé de resserrer avec les Etats-Unis sa coopération dans la lutte antiterroriste.

Par ailleurs un ensemble de mesures renforcées contre le terrorisme a été adopté augmentant le potentiel qui permet à l'OTAN de faire face à des menaces non conventionnelles selon les stratèges de l'Alliance. L'organisation euro-atlantique se dit tout à fait fondée à jouer en coopéra-

tion avec d'autres organisations internationales un rôle important dans la lutte contre ce fléau du 21<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'un fléau qui porte dangereusement atteinte aux valeurs essentielles que défend la communauté mondiale

Rendre difficiles les déplacements des groupes terroristes, les empêcher de recevoir des appuis financiers participe d'une stratégie qui s'est mise en place au lendemain du 11 septembre 2001 qui a été renforcée par la participation et la contribution des pays partenaires à travers le partage de l'information et du renseignement, la lutte contre le blanchissement d'argent.

Le Sommet de l'OTAN, qui se tient à Bucarest, ne sacrifiera pas à la tradition à travers un sommet dans le sommet que représente le Conseil OTAN-Russie.

Les relations de l'Alliance avec la Russie s'inscrivent dans la perspective de la sécurité européenne de l'avis des deux parties. En mettant l'accent sur la lutte antiterroriste, la prolifération, la gestion des crises, le Conseil OTAN-Russie est considéré comme une instance d'une grande utilité. Pour autant, il y a des sujets qui fâchent. L'OTAN inquiète de ses contentieux avec la Russie lui demande de préciser ses intentions au sujet de l'accord sur le désarmement que Moscou a remis en cause. L'Alliance souhaite des précisions sur l'entrée en vigueur du moratoire sur le traité des forces conventionnelles en Europe annoncé par le Président russe Vladimir Poutine.

Le Kosovo constitue un autre facteur de tension entre les deux parties. La Russie s'oppose à l'indépendance qui a été proclamée par les autorités du Kosovo avec l'appui des occidentaux. Moscou demande l'application de la règle internationale.

Autre sujet de divergences profondes, l'élargissement de l'OTAN et notamment aux frontières de la Russie. On sait combien l'intégration des pays Baltes, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie a suscité de pôle unique entre l'Alliance et la Russie. La tenue même du Sommet de l'OTAN en Lettonie (Riga) en 2006 avait été considérée comme une provocation par le gouvernement de la Fédération de Russie. Ce dossier de l'élargissement aux frontières russes ne semble pas épuisé puisque tout récemment, l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN, M. Dmitrij Rogosin a affirmé que les efforts des Etats-Unis pour faire admettre la Géorgie et l'Ukraine dans l'organisation euro-atlantique était une erreur.

Pour l'ambassadeur russe qui s'exprimait dans le cadre d'une interview à un hebdomadaire allemand, le "Der Spiegel", une adhésion de la Géorgie à l'Alliance serait la fin de la Géorgie comme Etat souverain. Car Tbilissi perdrait dans ce cas définitivement ses provinces de l'Abkhazie et de l'Ossetie du Sud. Autre dossier, autre source de conflit. Bien que n'étant pas directement intéressée par le dossier concernant le bouclier anti-missiles, l'OTAN ne peut s'en désintéresser. Le Président américain G. Bush vient de proposer au Président russe Vladimir Poutine, un mémorandum d'accord énonçant les sujets sur lesquels Moscou et Washington peuvent coopérer parmi lesquels celui de l'installation d'un bouclier anti-missiles dont certains éléments on le sait, sont installés en Pologne et en République Tchèque.

La Russie s'était fermement opposée à ce projet avant de proposer sa propre vision concernant la mise en place de ce bouclier.

Lors de leur récente visite à Moscou, la secrétaire américaine aux affaires étrangères, M<sup>me</sup> Condoleezza Rice et le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Robert Gates, ont tenu à rassurer les Russes.

En garantissant que les intercepteurs ne



M. Jaap de Hoop Scheffer, SG de l'OTAN

visent pas la Russie et que le dispositif ne peut être amélioré sans consultations, les deux représentants américains ont profité pour proposer à Moscou, un cadre stratégique qui puisse servir de base à l'action des deux prochains présidents russe et américain.

La coopération économique, la lutte antiterroriste, la non prolifération et le dossier nucléaire iranien figurent dans cet accord cadre.

## L'OTAN et l'Algérie : une coopération au beau fixe

Traditionnel et aussi l'examen du dossier dans le cadre des sommets de l'Alliance, du partenariat avec les pays du Bassin méditerranéen aujourd'hui élargi aux pays du Golfe. Il est considéré comme un partenariat stratégique compte tenu de l'importance des deux régions centres inépuisables de ressources naturelles mais aussi potentiellement lieux de conflits touchant à la paix et à la sécurité internationales. L'interopérabilité militaire, la réforme de la défense et la lutte antiterroriste sont au cœur de ce partenariat. On y peut y ajouter la formation, la concentration, les échanges à haut niveau, la concrétisation de projets. D'un côté comme de l'autre, on souhaite que ce partenariat puisse jouer bien sûr un rôle dans la gestion des crises qui affectent les deux régions et en assurer la stabilité.

Pour les observateurs politiques, la sécurité de l'Europe et plus largement des Alliés, ne peut être garantie que par une collaboration étroite avec les pays partenaires. Ceux qui bordent la région méditerranéenne comme les pays du Golfe occupent une place privilégiée.

Pour autant, les mécanismes de partenariat doivent évoluer afin de répondre aux nouveaux défis pour la sécurité car le terrorisme constitue une menace aussi grave pour les pays de la région que pour l'Europe et l'Amérique. La collaboration sur cette question est jugée de la première importance. Les relations entre l'Algérie et l'OTAN connaissent dans ce cadre un renforcement. En visite dans notre pays, le mois dernier, le commandant du groupe naval de l'OTAN (SNMCMG-2), la capitaine de vaisseau, Antonio Martorell Lacave a indiqué à partir du navire amiral du groupe mouillant dans les eaux du Port d'Alger, "Le Diana" que l'escale de son groupe témoigne du renforcement des relations entre l'Algérie et l'OTAN et de leur coopération militaire. La multiplication des activités au cours de ces dernières années entre l'Algérie et l'OTAN sont mutuellement bénéfiques.

Trois officiers de la marine algérienne embarqueront à bord des navires du groupe SNMCMG-2 pour avoir une idée des capacités du groupe. Un exercice a été mené entre une unité des forces navales algériennes et les cinq "chasseurs de mines" que compte le groupe au terme de la mission de celui-ci à Alger.

Concernant la coopération Algérie-OTAN dans le domaine de la lutte antiterroriste, le capitaine de vaisseau, Martorell, a évoqué l'échange d'informations d'intelligence "entre les deux parties, la coopération pour défendre les routes et les passages maritimes en Méditerranée.

T. M. A.